

## AKTUELL

LEÇONS DE L'AFFAIRE DIEKIRCH

# Un cageot pour la retraite

Raymond Klein

**Les pouvoirs publics sont actionnaires chez AB Inbev, la société qui veut fermer le site de Diekirch. Si on s'accorde de trouver cela étonnant, on peut en donner des interprétations très variées.**

Le 2 février, lors d'une conférence de presse sur la fermeture en cours de la brasserie de Diekirch, le parti Déi Lénk avait révélé un détail piquant : les pouvoirs publics luxembourgeois, à travers le fonds de compensation de l'assurance pension (FDC), étaient eux-mêmes actionnaires à hauteur de plus d'un demi-million d'euros de la société AB Inbev, propriétaire de la brasserie. Cet aspect de l'affaire, assez gênant pour le ministre de la Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo et les syndicats qui cogèrent le FDC, a été vite oublié. Dans le contexte du débat actuel sur l'avenir des pensions, il sera intéressant de voir si Déi Lénk parviendra à relancer le sujet à travers une question parlementaire qu'est en train de préparer le député André Hoffmann.

Mais comment interpréter cette implication publique dans AB Inbev-Diekirch ? Faut-il voir dans le paquet d'actions AB Inbev un premier pas vers la nationalisation de Diekirch, projet favorisé par Déi Lénk ? Le problème est que le marché luxembourgeois ne permet sans doute pas à terme la survie de deux grandes brasseries nationales - une nationalisation réussie signerait en quelque sorte l'arrêt de mort de Bofferding.

Est-il judicieux d'avancer, comme le fait également Déi Lénk, que la préservation de la soixantaine d'emplois menacés, à travers les cotisations sociales, rapporterait bien plus à la Sécu que les actions AB Inbev ? Interdire les licenciements, comme l'envisage le parti de gauche, reviendrait à consacrer les gains de productivité au maintien de postes devenus inutiles - un principe fort discutable.

Le véritable intérêt de la trouvaille de Déi Lénk est ailleurs : elle illustre à merveille comment le système capitaliste se retourne contre les humains qui l'ont créé. Cela fait plus de dix ans que des critiques expliquent, notamment dans le woxx, qu'en essayant d'assurer leurs retraites futures par des investissements en actions, les salariés risquent de détruire leurs em-

ploiés présents. Or, voici que ce sont les réserves du système de pensions géré publiquement et sur base de la répartition et non de la capitalisation, qui contribuent à cet effet pervers. En effet, le but du FDC est d'obtenir un bon rendement et c'est précisément au nom de la « shareholder value » qu'AB Inbev a procédé à la fermeture de sites de moindre importance comme Diekirch. Les deux acteurs abstraits agissent au mieux de leurs intérêts, mais la « fameuse main invisible » d'Adam Smith finit par écraser les acteurs concrets que sont les salariés de Diekirch.

Alors, que faire ? D'abord, on pourrait encadrer la démarche - justifiée - visant à faire fructifier les réserves de pensions. En effet, la participation chez AB Inbev ne représente pas un bon d'achat pour 30.000 cageots de bière mais bien un actif financier. Or les investissements en actions, contrairement aux investissements obligataires, incitent les entreprises à maximiser leurs résultats financiers aux dépens des considérations industrielles et sociales.

Ensuite, le choix d'interdire les licenciements, comme le proposent Lénk et OGBL, n'est pas le seul possible. Ce n'est pas au niveau micro-économique mais au niveau macro-économique qu'il faut affirmer la primauté du politique sur l'économique. Plutôt qu'une interdiction de licencier avec ses multiples effets pervers, s'impose une réduction générale du temps de travail. Celle-ci permettrait de transformer une partie des gains de productivité en surcroît de temps libre pour tous, plutôt qu'en chômage pour quelques-uns. Et que faire du FDC, sorte d'excroissance du système par répartition liée à la pyramide des âges des actifs et retraités au Luxembourg ? Il convient assurément de réaffirmer le rôle de la puissance publique en tant qu'actrice économique, notamment à travers des prêts à ou des participations dans des entreprises socialement utiles. Mais de savoir si la brasserie Diekirch fait partie de ces dernières donnera sans doute lieu à des débats passionnés au sein de tous les acteurs de gauche... comme cela a été le cas au sein de la rédaction du woxx.

## SHORT NEWS

## Bauprojekte auf Eis gelegt?

„Comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques“. In gleich zwei Antworten des Ministers für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur, Claude Wiseler, wird auf die Situation der Staatskasse verwiesen - ausschlaggebend für den weiteren Verlauf und Verbleib von Bauprojekten. So wollte zum einen der DP-Abgeordnete Eugène Berger in seiner parlamentarischen Anfrage wissen, ob es stimme, dass seit einem Jahr das Finanzministerium die Mittel für den Bau der so genannten „gares périphériques“, Schlüsselemente der Konzepte „mobilité.lu“ und „mobil2020“, blockieren würde. Und die DP Politikerin Anne Brasseur sorgte sich in ihrer Anfrage, um den Stand der Planung der neuen Nationalarchive im Rahmen der Cité des Sciences auf Belval-West: „Où en est le pré-projet détaillé qui aurait dû voir le jour en mars 2009 ?“. Auf beide Anfragen hin, drückt Wiseler den Willen der Regierung aus, die Projekte auch weiterhin umsetzen zu wollen - jedoch müssten auch all zu hohe Staatsausgaben vermieden werden: „C'est un exercice du Gouvernement dans son ensemble, qui aura lieu dans les mois à venir.“

## Un modèle à poursuivre ?

A chaque Etat son dogme intangible : l'économie de marché aux Etats-Unis, la laïcité en Turquie et le modèle social au Luxembourg. Tombant à pic à quelques semaines de la tenue de la tripartite, le Ceps-Instead vient de publier une étude intéressante intitulée « Le 'modèle social luxembourgeois' au défi de la crise ». Le Ceps replace cette tradition de dialogue social institutionnalisé dans la longue histoire qui lie le pays au corporatisme, dont on trouve les balbutiements dans les années 20. Après la désindustrialisation dans les années 70, ce dernier fait place à ce que les chercheurs qualifient de « néocorporatisme démocratique » auquel a succédé le « corporatisme compétitif ». Si le Ceps ne met pas fondamentalement en question le modèle luxembourgeois, il s'interroge sur sa longévité. Les auteurs prennent en compte que « la crise a fortement touché le Luxembourg » et soulignent le grand nombre de fermetures ou de réductions d'effectifs ainsi que l'augmentation sensible du chômage. L'absence de réponse européenne à la crise et la compétition entre Etats qui en résulte devrait intensifier les politiques de pacte social. Pourtant, à la vue des mutations du champ syndical et des transformations du secteur économique, le Ceps s'interroge sur l'avenir du modèle social luxembourgeois. L'étude peut être téléchargée sur [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu).

## Diekirch can't be saved

Ils ne l'abandonnent pas, nos chers députés. Depuis le succès national des manifestations contre le projet d'AB Inbev de fermer le site de Diekirch, l'un après l'autre se lance dans la bataille avec toujours de nouvelles idées pour sauver la brasserie, et s'assurer du suffrage des électeurs. Et tout cela sur le dos des employés qui savent très bien qu'après la fermeture, plus personne ne parlera d'eux. Cette semaine, ce fut le tour des nordistes libéraux Fernand Etgen et André Bauler, ainsi que du député CSV Marc Spautz. Les libéraux voulaient en savoir plus sur les raisons d'AB Inbev de délocaliser - et en incombaient déjà la responsabilité au prix élevé de l'eau. Mais Jeannot Krecké, le ministre de l'économie, les a rassurés : en fait, il affirme n'avoir aucune idée des raisons de la délocalisation et promet que « le gouvernement refuse de considérer (...) la délocalisation comme une solution incontournable ». Mais on peut parier qu'il s'arrangera une fois la brasserie partie. Marc Spautz a, quant à lui, voulu savoir si AB Inbev avait profité de subventions ces dernières années et s'il était possible de les réquisitionner. Là aussi, déception. La multinationale n'a pas profité de subventions - ce qui prouve sa bonne santé.